L'honorable M. Copp: Ce n'est pas de votre faute non plus.

L'honorable M. Haig: J'ai tout simplement voulu souligner la situation délicate dans laquelle se trouvaient nos représentants au cours de ces diverses conférences internationales. M'étant renseigné du mieux que j'ai pu sur les événements qui s'y sont déroulés, je crois sincèrement que nous appuyerons tous les décisions de nos représentants.

La Grande-Bretagne a dévalué la livre plus qu'on ne s'y attendait, je crois. Le Canada a ensuite dévalué sa monnaie. Ici, je tiens à rendre hommage à mon ami de Toronto-Trinity (l'honorable M. Roebuck). J'ai toujours favorisé une dévaluation de 10 p. 100, mesure que j'ai préconisée en cette enceinte chaque fois que j'ai pris part au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Mais il y a environ trois ans, mon honorable ami a fait un discours si convaincant sur le sujet de la dévaluation que, dès l'année suivante, je me rangeais à son avis pour demander qu'on laissât le dollar déterminer lui-même sa propre valeur. Le dollar n'est-il pas un objet de commerce, tout comme un boisseau de blé ou de pommes de terre, une caisse de saumon, un baril de pommes ou tout autre objet qu'on puisse vendre? Que le gouvernement ait diminué la valeur du dollar sur le marché, voilà qui indique bien que la monnaie est une denrée. Dès que la Grande-Bretagne eût réduit le prix de sa monnaie sur le marché nous avons fait de même pour la nôtre, ainsi que la plupart des pays d'Europe. Cette mesure, dans chaque cas, a été adoptée parce que la valeur de la monnaie a diminué par rapport au dollar américain, qui est la base monétaire acceptée. Selon moi, il eût mieux valu que le gouvernement n'établît pas de prix fixe pour notre monnaie, mais la laissât déterminer elle-même sa propre valeur sur le marché mondial. Si, en effet, le taux actuel d'escompte n'atteint pas le but visé, il faudra recourir à une autre dévaluation. Chaque ajustement de cette sorte deviendra de plus en plus difficile. J'avoue bien franchement qu'au lieu de modifier le taux du change en 1946, nous aurions dû maintenir notre dollar à 90c., taux auquel, après tout, nous revenons.

Ces changements ont suscité de nombreux obstacles au commerce mondial. Les journaux ne nous ont-ils pas appris juste avant-hier que la Grande-Bretagne avait conclu un marché avec la Tchécoslovaquie en vue de lui acheter du bois. Je ne connais rien du commerce du bois mais les quelques marchands de bois qui siègent ici se rendent compte combien il leur sera plus difficile de vendre leurs produits à la Grande-Bretagne par suite de

la conclusion de ce marché avec la Tchécoslovaquie. Sauf erreur, le sénateur de Montarville (l'honorable M. Godbout) n'a-t-il pas affirmé sa foi dans le commerce plurilatéral? Fort bien, mais comment obtenir le commerce plurilatéral à moins d'avoir un étalon monétaire que veuillent bien accepter les pays disposés à commercer? Voyons le cas de la Grande-Bretagne. L'acheteur américain ne voulait pas de marchandises anglaises, convaincu que la livre était cotée trop haut par rapport au dollar américain. En tout cas, je suis content que le gouvernement se soit rendu compte qu'il fallait dévaluer le dollar canadien. Le Gouvernement a longtemps résisté et j'avoue qu'on peut invoquer des arguments à l'appui de sa résistance. On nous les rabâche tous les jours.

Nous sommes aux prises avec la concurrence la plus vive de toute notre histoire. Un an après le 1^{er} juillet, les céréales produites dans ma région se vendront librement; ce seront encore les syndicats qui y verront, mais il n'y aura pas de contrats. J'ai déjà protesté ici-même, on le sait, contre le prix de \$1.55 fixé à l'égard de nos ventes de blé à la Grande-Bretagne, mais on m'a avisé d'attendre les événements une fois les contrats expirés. La Grande-Bretagne, prétendait-on, tiendrait à continuer d'acheter du blé canadien. Eh bien, pense-t-on que la Grande-Bretagne en achètera l'an prochain si elle peut s'en procurer à meilleur compte de l'Argentine, de la Russie ou de la France? Au demeurant, comment pourrait-elle acheter de nous si les États-Unis, qui fournissent les fonds, exigent qu'elle s'en serve pour acheter du blé américain. Voilà ce qu'exigeront les États-Unis. Il ne s'agit point de ce que veut mais de ce que peut la Grande-Bretagne.

Le gouvernement devra l'an prochain faire face à de lourdes pertes à l'égard de ses opérations commerciales. D'après un certain rapport, nous avons, jusqu'au 31 mars dernier, perdu un demi-million de dollars dans l'achat et la revente du poisson. Nous ne pourrions indéfiniment acheter pour les revendre à perte poisson, pommes de terre, bovins, porcs et le reste. L'État achète maintenant du beurre. J'attire particulièrement sur ce point l'attention du sénateur de Waterloo (l'honorable M. Euler).

L'honorable M. Euler: Mangez de la margarine.

L'honorable M. Haig: L'État achète de fortes quantités de beurre et n'en sortira pas sans avoir subi de lourdes pertes. Chaque fois que l'État se mêle d'une entreprise commerciale, il s'expose à un échec.

A mon avis, le Canada peut maintenant s'attendre à traverser trois ou quatre années